



AMBASSADE DE SUISSE
EN FRANCE

MI/dv

an	93	PI					a/s
Date	14.11	14.11					15.11
Visa	01	01					Pi
EPD 14. Nov. 1960							
Ref. N. B. 73. F. O.							

Paris, le 28 octobre 1960.

Monsieur Max Petitpierre,
Président de la Confédération,
B e r n e .

Monsieur le Président de la Confédération,

Mon collaborateur M. Bischoff a essayé d'assister à la grande manifestation organisée hier soir au Palais de la Mutualité par des associations d'étudiants, auxquelles s'étaient jointes la Confédération des Travailleurs Chrétiens et l'Association Force Ouvrière, pour réclamer une paix négociée en Algérie. Il m'a remis une notice dans laquelle il relate ses impressions. Pensant qu'elle est susceptible de vous intéresser, je me permets de vous l'envoyer. La presse ayant donné un compte-rendu complet de la manifestation, je m'abstiens de le faire et me bornerai à relever que les brutalités dont s'est rendue coupable la police, a soulevé d'unanimes protestations.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma haute considération.

1 annexe

L'Ambassadeur de Suisse :

P. Micheli



BF/gh

Notice pour Monsieur l'Ambassadeur

Le grand rassemblement populaire qui avait été fixé au 27 octobre ayant été interdit, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), les syndicats chrétiens, les syndicats socialistes F.O. et les syndicats d'enseignants négocièrent avec le Ministère de l'Intérieur et la Préfecture de Police. Ils obtinrent l'autorisation de tenir un meeting au Palais de la Mutualité, après avoir accepté des conditions analogues à celles qui avaient été imposées au Général Salan pour sa réunion du 25. Entre temps, le parti communiste et les syndicats CGT avaient retiré leur participation pour des raisons encore obscures.

Ainsi, l'UNEF entraîna-t-elle à la Mutualité, outre les organisations précitées, des membres du parti socialiste SFIO (Guy Mollet) et du PSU (socialistes de gauche présidés par Depreux). A 18 heures, moment prévu pour l'ouverture du meeting, 3000 manifestants avaient trouvé place dans la vaste salle, tandis que 7000 autres peuplaient le carrefour rue Monge-rue St-Victor. Des groupes importants de gardiens de la paix étaient répartis tout alentour. Au bas de la rue Monge, la police municipale formait, avec les CRS casqués et armés de mitraillettes, un puissant verrou.

Le discours de M. Gaudez, président de l'UNEF, ne dura pas plus d'un quart d'heure. A l'extérieur du bâtiment, la foule entendait très mal ses paroles retransmises par un haut-parleur. Les syllabes rythmées de "Paix en Algérie", "Négociez", "Les paras à l'usine" sortaient périodiquement de toutes les bouches. Ça et là, des participants exhortaient leurs voisins au calme; les organisateurs avaient

- 2 -

en effet, promis que tout se déroulerait sans heurt. La jeunesse universitaire semblait être en majorité. Une étudiante, avec qui j'avais engagé la conversation, déclara se féliciter de l'absence des groupements d'extrême-gauche: ainsi, les autorités ne pourraient accuser les manifestants d'être menés par les communistes. Les agents étaient parfaitement calmes, ils ouvrirent leur barrage à la fin de la manifestation et invitèrent tout le monde à "circuler". Je partis par la rue des Ecoles avec un flot de gens qui se dirigeait vers l'est. Mais les cris rythmés continuaient du côté du boulevard St-Germain.

Ayant été retrouver ma voiture sur la rive droite, je crus bon de rentrer chez moi par les quais de la rive gauche, encore très tranquilles peu après la fin de la manifestation. Cependant, quelques minutes plus tard, la circulation y était complètement embouteillée et les automobilistes voyaient fuir des jeunes gens devant les gardiens de la paix qui frappaient fort brutalement. Un jeune passant fut pourchassé non loin de moi et la force publique n'écoutait pas ses explications. Il paraissait pourtant évident qu'il se trouvait là par hasard et n'avait rien à voir avec la manifestation. Les agents firent bientôt demi-tour et partirent dans la direction de Notre-Dame. Aux abords de St-Julien-le-Pauvre, le quai avait été envahi par des manifestants venant du boulevard St-Germain où, malgré les consignes de calme, des bagarres avaient éclaté. Là, se trouvaient aux prises les étudiants de l'UNEF et leurs amis et des contre-manifestants, anciens combattants de l'Afrique du Nord, la police chargeant les uns et les autres. Ce ne fut que vers 19 h.30 que la région de St-Julien-le-Pauvre fut déblayée et la circulation rétablie, alors que le Quartier Latin était, pour une ou deux heures encore, en proie au tumulte.

28 octobre 1960.

L. Bischoff